

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

VILLE DE TAVERNY

DÉCISION DU MAIRE N° 2024 - 519

CONTRAT DE PRESTATION POUR LA COORDINATION DES ACTIONS D'INSERTION LIÉES À LA RECONSTRUCTION DU GYMNASE JEAN-BOUIN DE LA COMMUNE DE TAVERNY

LE MAIRE DE TAVERNY,

 $\underline{\underline{Vu}}$ le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

<u>Vu</u> la délibération n° 35-2020-JU06 du conseil municipal du 25 mai 2020 modifiée, prise en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

<u>Vu</u> le code de la commande publique et notamment son article R. 2122-8,

<u>Vu</u> la délibération n° 44-2020-JU15 du conseil municipal en date du 25 mai 2020 relative à la création de la commission d'appel d'offres et de la commission des marchés à procédure adaptée et à la désignation de chacun des membres,

<u>Vu</u> la délibération n° 137-2022-JU07 du conseil municipal en date du 20 septembre 2022 relative à l'approbation du règlement de fonctionnement des commissions de la commande publique (CMAPA, CAO, CDSP, CCSPL et CCF),

<u>Vu</u> la délibération n° 45-2022-DPCV01 du conseil municipal en date du 24 mars 2022 relative à l'organisation d'un concours de maîtrise d'œuvre pour l'opération de démolition et de reconstruction d'un nouveau gymnase Jean-Bouin,

<u>Vu</u> la délibération n°211-2022-DPCV24 du conseil municipal du 15 décembre 2022 portant approbation des Lauréats du concours de Maîtrise d'œuvre pour l'opération de Démolition et de reconstruction du Gymnase Jean Bouin,

<u>Vu</u> la délibération n° 172-2023-UR07 du conseil municipal du 16 novembre 2023 portant sur le Gymnase Jean Bouin – autorisant Madame le Maire de déposer et signer un permis de construire au nom de la commune,

Accusé de réceptio	n – Ministère de l'Intérieur	
095-219506078-	20240730-2024-519-AR	

Réception en sous-préfecture le :

0 1 AOUT 2024

Publication le :

-2 AOUT 2024

<u>Vu</u> le décret n° 2023-1312 du 28 décembre 2023 modifiant le décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

<u>Vu</u> le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les déplacements métropolitains,

 \underline{Vu} la délibération n° 041-2024-POLV10 du conseil municipal du 21 mars 2024 portant sur l'approbation et la signature du contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 »,

 \underline{Vu} la décision du Maire n° 2024 – 455 relative au marché public de travaux de reconstruction du Gymnase Jean-Bouin – (24MP011) ;

 \underline{Vu} la décision du Maire n° 2024 – 455 relative au marché public de travaux de reconstruction du Gymnase Jean-Bouin – (24MP012);

<u>Vu</u> l'arrêté du Maire n°2024 – 066 du 18 juin 2024 portant délégation temporaire de fonction et de signature à Madame Carole FAIDHERBE, 1^{ère} Adjointe au Maire déléguée à la transition Écologique, aux Mobilités, à l'Agenda 21 et à la Protection animale, du 29 juillet au 4 août 2024 inclus,

<u>Considérant</u> que la commune de Taverny développe une politique volontariste en matière de lutte contre les inégalités pour les habitants des quartiers en politique de ville ;

<u>Considérant</u> que la commune de Taverny souhaite confier à RHICE le suivi des clauses insertion liées à la reconstruction du Gymnase Jean-Bouin ;

Considérant que le montant estimé de la prestation est inférieur à 40 000 € HT ;

<u>Considérant</u> qu'aux termes de l'article R. 2122-8 du code de la commande publique, les marchés publics, dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 € HT, peuvent être conclus sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

DÉCIDE

Article 1er:

Le contrat de prestation pour la coordination des actions d'insertions liées à la reconstruction du Gymnase Jean-Bouin de la commune de Taverny est signé avec « RHICE » sise, 3 rue de la Boissellerie 95 800 CERGY, représenté par Fatoumata Toura en sa qualité de dirigeante.

Article 2:

La période initiale du présent contrat est d'un an à compter de sa date d'entrée en vigueur et est renouvelable à chaque date anniversaire par tacite reconduction, dans la limite de l'achèvement des travaux.

Article 3:

Le montant de la prestation est de 2 699 euros TTC, (DEUX MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF EUROS TTC) décomposé en un 1^{er} versement de 60% à la signature du contrat et le 2^{ème} versement de 40% en fin d'opération.

Article 4:

Les dépenses occasionnées seront imputées au budget communal des exercices 2024 et suivants.

Article 5:

La présente décision sera publiée de manière dématérialisée sur le site internet de la Commune et inscrite au registre des délibérations et des décisions du Maire dont ampliations seront transmises à la Sous-préfecture de Pontoise et au comptable public assignataire de la Commune.

Article 6:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Taverny dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de manière dématérialisée, sur le site internet de la Commune, disponible à l'adresse suivante : https://www.ville-taverny.fr.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4 Boulevard de l'Hautil à Cergy-Pontoise (95027), dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le Tribunal Administratif peut également être saisi directement par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : https://www.telerecours.fr).

Fait à Taverny, le 30 juillet 2024

Pour le Maire empêché, La 1^{ère} Adjointe au Maire

Carole FAIDHERBE